



04 NOV 2025

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU TROISIEME TRIMESTRE 2025

INTRODUCTION

Le présent rapport retrace l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses à fin septembre 2025.

Pour ce faire Il décrit le contexte dans lequel la loi des finances rectificative a été élaborée, analyse l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses débouchant sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

i) L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES

L'environnement économique national reste marqué par le train des réformes économiques et financières soutenues par le programme de Facilité Elargie de Crédit du FMI. La reprise économique devrait se poursuivre, avec une croissance de 2,3% en 2024 et 3,1% en 2025 une inflation de 4,1% en 2024 et de 3,4% en 2025. De même, les perspectives de réduction du déficit public sont améliorées grâce aux mesures en cours visant à accroître sensiblement la mobilisation des recettes intérieures en lien avec les réformes engagées, notamment celles sur les recettes fiscales et non fiscales. La consolidation de la paix et de la sécurité intérieure, l'amélioration de l'approvisionnement en énergie électrique et en carburant, l'accélération de la mise en œuvre des projets en cours, notamment le corridor Pointe-Noire-Bangui financé par la Banque africaine de développement, constituent autant de facteurs favorables à ces perspectives.

Selon la dernière édition des Perspectives économiques mondiales, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,3% en 2025, un niveau inférieur à sa moyenne historique de 3,7% sur la période 2000-2019. L'inflation globale devrait ralentir à 4,2 % en 2025 puis à 3,5% en 2026.

Aux États-Unis, la demande sous-jacente reste vigoureuse, ce qui s'explique par de puissants effets de richesse, une orientation moins restrictive de la politique monétaire et des conditions financières favorables. La croissance devrait s'établir à 2,7% en 2025.

En Chine, malgré un contexte de guerre commerciale avec les Etats Unis et une hausse du déficit budgétaire, la croissance économique attendue s'établirait à 5%.

En zone euro, la croissance est estimée à 1% en 2025, tandis que l'inflation globale quant à elle, atteindrait 2,4%.

En Afrique subsaharienne, en raison de la mise en œuvre des réformes difficiles et indispensables pour rétablir la stabilité macroéconomique, le taux de croissance économique devrait se consolider pour atteindre 4,1% en 2025, puis 4,3% en 2026, sur fond de reflux de l'inflation et d'assouplissement des conditions financières. En effet, si la

croissance régionale a été plus faible qu'attendu en 2024, les prévisions ont été revues à la hausse pour 2025 et 2026, à hauteur de +0,2 et 0,3 point de pourcentage respectivement.

Dans la zone CEMAC, la BEAC projette un taux de croissance de 3,2% au cours de l'année 2025 contre 2,7% enregistrés en 2024. Cette prévision optimiste repose principalement sur les différentes initiatives de transformation structurelle en cours d'implémentation dans cet espace communautaire.

L'inflation en moyenne annuelle dans la CEMAC, après avoir amorcé un recul en 2024, reviendrait toujours sous la norme communautaire de 3% au courant de l'année 2025.

ii) **LES FACTEURS EXPLICATIFS DU PLFR 2025**

La loi de finances 2025, promulguée le 30 décembre 2024 a été élaborée dans un contexte assez difficile marqué par la poursuite des négociations avec le FMI dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et surtout la nécessité de respecter les repères quantitatifs arrêtés de commun accord avec les Partenaires Techniques et Financiers. Il s'agit principalement des objectifs de recettes intérieures collectées et de solde budgétaire primaire intérieur.

Ces contraintes ont conduit à certaines coupes sombres dans les dépenses qui n'ont pas tenu compte des conclusions des conférences budgétaires unifiées. Certaines lignes budgétaires ont été réduites même en-deçà de leur niveau de 2023. Au regard des multiples défis attendus par le Gouvernement au courant de l'année 2025, ces prévisions ne reflètent aucunement la réalité.

A cet effet, il est impératif pour le Gouvernement de soumettre à l'examen de l'Assemblée Nationale, un projet du collectif budgétaire qui devrait prendre en compte :

Du côté des charges

- Une augmentation des charges de personnel qui prend en compte la vague de nouveaux intégrés dans la Fonction Publique ;
- Une hausse des prévisions des dépenses de pensions ;
- Une révision de la ligne budgétaire relative aux commissions de syndication, au regard du montant que le Gouvernement compte mobiliser au courant de l'exercice ;
- Une prise en compte des dépenses liées aux échéances électorales, à l'organisation du Sommet des Chefs d'Etat de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) qui se tiendra à Bangui, ainsi que la réhabilitation du siège de cette institution ;
- L'ouverture d'une ligne budgétaire pour les dépenses liées à l'organisation de la rencontre annuelle des Gouverneurs africains du FMI et de la Banque Mondiale (CAUCUS Africain) qui aura lieu à Bangui.

Du côté des ressources

- Une révision à la hausse des prévisions des appuis budgétaires ;
- La prise en compte des ressources tirées de la vente du don de pétrole par la Russie ;
- Une actualisation du niveau des recettes des droits administratifs dans les départements sectoriels afin de revoir en hausse les recettes domestiques.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances Rectificative 2025 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires du Collectif Budgétaire 2025 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2025
Ressources budgétaires	367 200 000
Ressources propres	186 000 000
Douanes	70 315 940
Impôts	70 342 588
Trésor	45 341 472
Ressources extérieures	181 200 000
Appuis budgétaires	44 800 000
Appuis projets	136 400 000
Dons projets	128 900 000
Emprunts projets	7 500 000
Charges Budgétaires	384 383 284
Dépenses primaires	225 966 454
Dépenses de Personnel	109 256 500
Dépenses de Biens et Services	46 041 255
Dépenses de Transferts	61 875 387
Investissement sur ressources propres	8 793 312
Charges Financières	22 016 830
Financement Extérieur	136 400 000
Solde budgétaire global	- 17 183 284

Source : LFR 2025

Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie du Collectif Budgétaire 2025 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2025
Ressources de trésorerie	80 000 000
Titres publics	80 000 000
Charges de trésorerie	62 816 716
Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260
Remboursements dette intérieure	3 657 160
Remboursements Titres publics	37 438 500
AFRILAND	337 520
Remboursement des arriérés	8 751 756
Crédits consolidés BEAC	3 761 520
Solde de Trésorerie	17 183 284

Source : LFR 2025

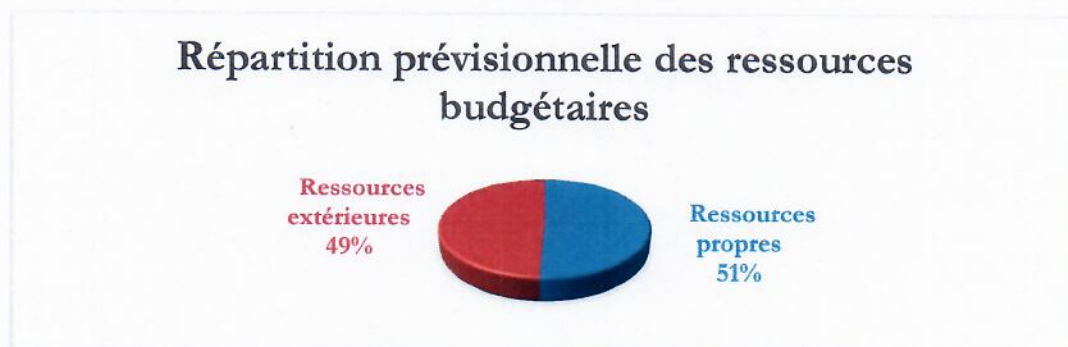
II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

II.1. Les ressources budgétaires

Au 30 septembre 2025, sur une prévision annuelle de 367,20 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 209,32 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (139,62 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (69,70 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 57,01%.

En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une hausse de 4,32% a été constatée. Cette hausse se justifie par une augmentation des recettes domestiques.

Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires



Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires au 30 septembre 2025 :

Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires à fin septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin septembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 3e trimestre 2025	Réalisation à fin septembre 2025	Taux de réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	200 656 429	367 200 000	128 787 449	80 536 915	209 324 365	57,01%
Ressources propres	112 930 999	186 000 000	93 318 000	46 302 000	139 620 000	75,06%
Douanes	39 864 999	70 315 940	31 958 000	17 524 000	49 482 000	70,37%
Impôts	43 857 000	70 342 588	34 673 000	18 804 000	53 477 000	76,02%
Trésor	29 209 000	45 341 472	26 687 000	9 974 000	36 661 000	80,86%
Ressources extérieures	87 725 430	181 200 000	35 469 449	34 234 915	69 704 365	38,47%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	47 982 000	44 800 000	12 021 000	4 000 000	16 021 000	35,76%
Appuis projets	39 743 430	136 400 000	23 448 449	30 234 915	53 683 365	39,36%
<i>Dons projets</i>	39 577 777	128 900 000	23 448 449	27 432 638	50 881 087	39,47%
<i>Emprunts projets</i>	165 653	7 500 000		2 802 277	2 802 277	37,36%

Sources : LFR 2025, PLT et DGPB (MEPCI)

1) Les ressources propres

A fin septembre 2025, les différentes régies ont mobilisé la somme de 139,62 milliards de francs, soit un taux de recouvrement de 75,06% légèrement supérieur à la cible de 75% visée. En comparaison à la mobilisation au 30 septembre 2024, une hausse de 23,63% a été constatée. Cette performance se justifie par une hausse importante des recettes du Trésor Public.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 30 septembre 2025, la DGDDI a recouvré la somme de 49,48 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 70,31 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 70,37% inférieur à la cible souhaitée.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 24,12% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière. Cette hausse se justifie essentiellement par une forte augmentation des recettes fiscales et des droits de sorties.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI au 30 septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin septembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 3e trimestre 2025	Réalisation à fin septembre 2025	Taux
Recettes fiscales	33 412 101	60 166 197	26 694 129	13 600 400	40 294 529	66,97%
Droits de sorties	953 209	1 435 957	1 897 723	1 495 317	3 393 040	236,29%
Amendes et pénalités	1 351 162	944 544	1 022 832	804 310	1 827 142	193,44%
Recettes affectées	3 047 541	6 005 993	1 607 311	1 119 164	2 726 475	45,40%
Autres Recettes	1 100 988	1 763 248	736 005	504 810	1 240 815	70,37%
TOTAL	39 865 001	70 315 940	31 958 000	17 524 000	49 482 000	70,37%

Sources : LFR 2025, DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

A fin septembre 2025, sur une prévision de 70,34 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré le montant de 53,48 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 76,02% supérieur à la cible souhaitée.

En comparaison au niveau de recouvrement au 30 septembre de l'année dernière, une hausse de 21,93% a été observée.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique à fin septembre 2025 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 30 septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin septembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 3e trimestre 2025	Réalisation à fin septembre 2025	Taux de réalisation
Recettes fiscales	38 380 938	66 169 103	30 741 690	16 365 969	47 107 659	71,19%
Recettes non fiscales	4 391 129	3 158 621	2 967 415	2 048 369	5 015 784	158,80%
Recettes sur exercices antérieurs	714 342		511 678	135 006	646 685	
Produits divers et exceptionnels	370 591	1 014 864	452 216	254 656	706 872	69,65%
TOTAL	43 857 000	70 342 588	34 673 000	18 804 000	53 477 000	76,02%

Sources : LFR 2025, PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 30 septembre 2025, la DGTCP a mobilisé au total 36,66 milliards de francs CFA sur une prévision de 45,34 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 80,86%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 25,51% a été constatée.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP à fin septembre 2025 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 30 septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin septembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 3e trimestre 2025	Réalisation à fin septembre 2025	Taux réalisation
Recettes fiscales		1 398 518	1 756 000	1 496 000	3 252 000	232,53%
Recettes non fiscales	19 520 000	37 834 210	20 374 000	6 400 000	26 774 000	70,77%
Produits exceptionnels	7 294 259	2 638 458	2 348 000	800 000	3 148 000	119,31%
Taxes et Redevances	1 098 536	1 301 698	1 400 000	613 000	2 013 000	154,64%
Produits financiers	1 296 205	2 168 587	809 000	665 000	1 474 000	67,97%
TOTAL	29 209 000	45 341 472	26 687 000	9 974 000	36 661 000	80,86%

Sources : LFR 2025, PLT

2) Les ressources extérieures

Au 30 septembre 2025, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 69,70 milliards de francs CFA sur une prévision de 181,20 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 38,47% très en deçà de la cible. Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (16,02 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (53,68 milliards de francs CFA).

En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la période, une baisse de 20,54% a été constatée justifiées par une faible mobilisation des appuis projets.

II.2. Exécution des dépenses budgétaires

A fin septembre 2025, sur une prévision annuelle de 384,38 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 215,97 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 56,19%.

Ce faible niveau d'exécution est visible sur les rubriques des dépenses des Biens et services et celles des Financements extérieurs.

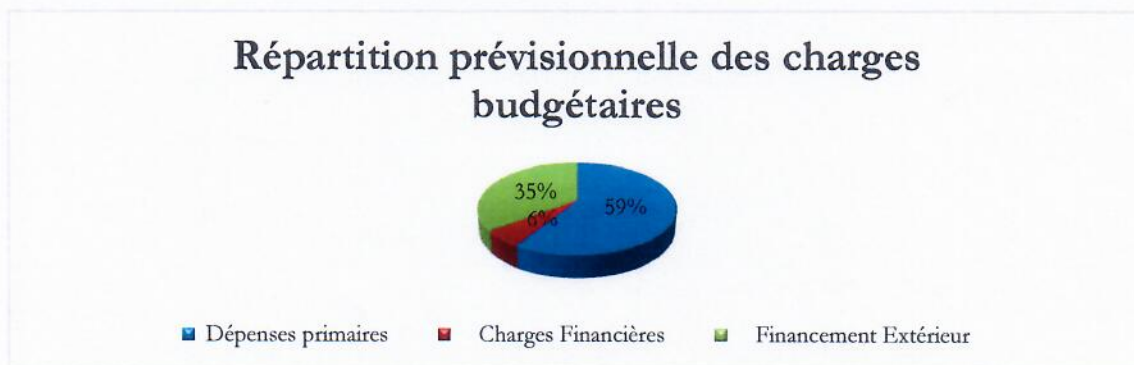
Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses ordonnancées de l'Etat au 30 septembre 2025 :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 30 septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin septembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 3e trimestre 2025	Réalisation à fin septembre 2025	Taux de réalisation
CHARGES BUDGETAIRES	172 906 251	384 383 284	128 114 940	87 852 810	215 967 750	56,19%
Dépenses primaires	133 162 821	225 966 454	104 666 491	57 617 895	162 284 386	71,82%
Personnel	71 384 975	109 256 500	58 363 101	26 795 471	85 158 572	77,94%
Biens et Services	22 911 704	46 041 255	17 288 399	8 689 028	25 977 427	56,42%
Transferts et subventions	30 200 427	61 875 387	25 672 404	18 705 289	44 377 693	71,72%
Investissement sur ressources propres	8 665 715	8 793 312	3 342 587	3 428 107	6 770 694	77,00%
Charges Financières		22 016 830			-	0,00%
Financements extérieurs	39 743 430	136 400 000	23 448 449	30 234 915	53 683 365	39,36%
Personnel		12 806 000	2 761 867	3 380 720	6 142 587	47,97%
Biens et Services		5 290 000			-	0,00%
Investissements		118 304 000	20 686 583	26 854 195	47 540 778	40,19%

Sources : LFR 2025, DGB et DGPB (MEPCI)

Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires



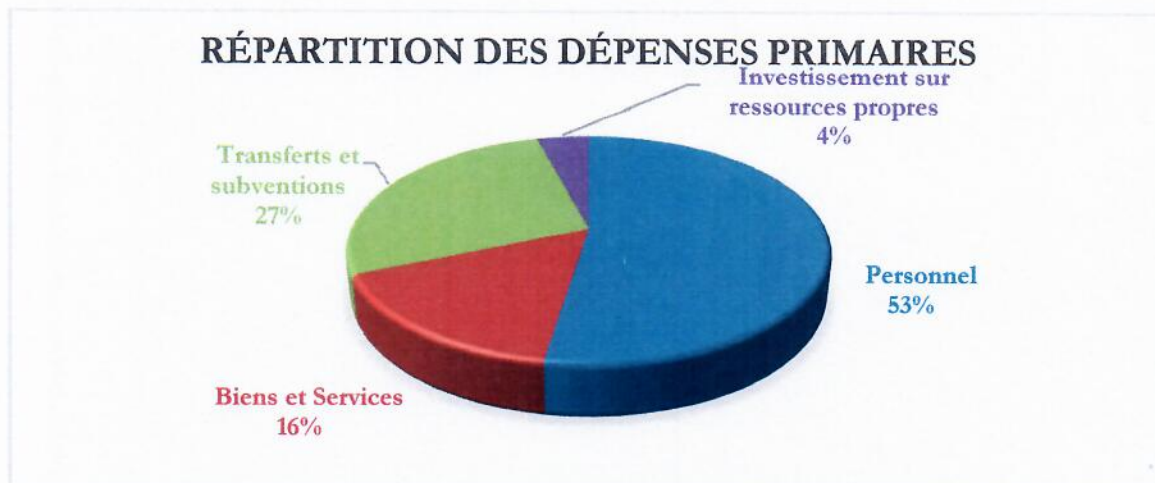
II.2.1) Les dépenses primaires

Au 30 septembre 2025, les dépenses primaires ordonnancées s'élèvent à l'ordre de 162,28 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 225,97 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 71,82%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 21,87% a été constatée.

Le graphique ci-dessous décrit la répartition des dépenses primaires ordonnancées par titre :

Figure 3 : Répartition des dépenses primaires exécutées à fin septembre 2025



a) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 109,26 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel à fin septembre 2025 s'élèvent à hauteur de 85,16 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 77,94% supérieur à la cible de 75%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 19,29% a été constatée.

Cette augmentation se justifie de l'effet de la vague de nouvelles intégrations dans la Fonction publique.

b) Les dépenses des biens et services

A fin septembre 2025, sur une prévision de 46,04 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 25,98 milliards de francs CFA correspondant à un taux d'exécution de 56,42%, inférieur à la cible de 75%.

En comparaison à l'exécution de la même période de l'année 2024, une hausse de 13,38% a été observée.

Cette hausse se justifie par l'accroissement des dépenses liées aux besoins de fonctionnement courants et à certaines charges récurrentes.

c) Les dépenses de transferts

Au 30 septembre 2025, les dépenses de transferts ordonnancées sont exécutées à hauteur de 44,38 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 61,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 71,72%.

En comparaison à l'exercice de l'année dernière à la même période, une hausse de 46,94% a été constatée.

Cette hausse se justifie par l'accroissement des dépenses des pensions ainsi que celles liées aux préparatifs du CAUCUS AFRICAIN et le sommet des Chefs d'Etat de la CEMAC.

d) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 30 septembre 2025, les dépenses d'investissement sur ressources propres ordonnancées ont été exécutées à hauteur de 6,77 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 8,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 77%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, une baisse de 21,87% a été observée.

II.2.1) Les Charges financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. Au 30 septembre 2025, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

II.2.3) Les dépenses sur Financement extérieur

A fin septembre 2025, les dépenses d'investissement sur ressources extérieures ont été exécutées à hauteur de 53,68 milliards de francs CFA sur une prévision de 136,40 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 39,36%.

Ces dépenses sont constituées des dépenses du personnel (6,14 milliards de francs CFA) et des dépenses d'investissement (47,54 milliards de francs CFA).

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

III.1. Les ressources de trésorerie

Le Gouvernement a prévu au cours de l'année 2025 de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 80 milliards de francs CFA. A fin septembre 2025, les ressources de trésorerie mobilisées s'élèvent à hauteur de 165,80 milliards de francs CFA constituées de Titres publics (96,17 milliards de francs CFA) et du Tirage spécial (69,62 milliards de francs CFA).

III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 30 septembre 2025, sur une prévision de 62,82 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 131,08 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de plus de 200%.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 30 septembre 2025
(en milliers de francs CFA)

	Prévisions Collectif 2025	Réalisations au 1er semestre 2025	Réalisations au 3e trimestre 2025	Réalisations à fin septembre 2025	Taux
Charges de trésorerie	62 816 716	84 872 000	46 208 000	131 080 000	208,67%
Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260	12 775 000	1 627 000	14 402 000	162,36%
Remboursements dette intérieure	3 657 160	5 061 000	6 278 000	11 339 000	310,05%
Remboursements Titres publics	37 438 500	28 750 000	316 000	29 066 000	77,64%
AFRILAND	337 520	492 000	246 000	738 000	218,65%
Remboursement des arriérés	8 751 756	-	-	-	-
Crédits consolidés BEAC	3 761 520	937 000	937 000	1 874 000	49,82%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		36 857 000	36 804 000	73 661 000	

Sources : LFR 2025 et PLT

IV) Analyse des dépenses spécifiques

IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

A fin septembre 2025, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 8,30 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 30 septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Exécution OP à fin septembre 2024	Prévision Collectif 2025	Exécution OP au 1er semestre 2025	Exécution OP au 3e trimestre 2025	Exécution OP à fin septembre 2025	Taux d'exécution
Charges Financières		22 016 830			-	0,00%
Biens et services	4 458 487	46 041 255	5 509 877	1 083 380	6 593 257	14,32%
Intervention	1 646 971	61 875 387	1 406 675	302 097	1 708 772	2,76%
Investissement sur BEC		8 793 312			-	0,00%
Total	6 105 458	138 726 784	6 916 552	1 385 478	8 302 029	5,98%

Sources : LFR 2025 et DGB

IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Au 30 septembre 2025, les différents secteurs de la Classification fonctionnelle ont connu un niveau d'exécution divers et variés.

Le tableau ci-dessous donne une description des dépenses exécutées de ces différents secteurs par Division et par Groupe allant de l'Engagement jusqu'au Paiement :

Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 30 septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévisions Collectif	Engagé	Ordon.	Réglé
01	Services généraux des administrations publiques	262 302 568	67 779 307	47 579 875	29 753 333
011	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaire	188 822 043	50 809 940	39 365 906	25 439 048
012	Aide économique extérieure	2 827 500	9 348	2 187	-
013	Services généraux	37 348 015	9 651 092	2 209 264	644 257
014	Recherche fondamentale	20 000	-	-	-
015	R-D concernant des services généraux des administrations publiques	410 300	291 226	132 201	97 783
016	Services généraux des administrations publiques nca	1 644 900	259 786	208 504	76 969
017	Opérations concernant la dette publique	22 606 810	272 419	237 490	94 092
018	Transferts de caractère général entre administrations publiques	8 623 000	6 485 497	5 424 324	3 401 185
02	Défense	26 944 777	9 226 786	5 611 157	1 903 632
021	Défense militaire	25 758 527	8 311 160	4 979 519	1 682 342
022	Défense civile	148 000	64 605	46 591	18 750
024	R-D concernant la défense	1 010 000	830 645	571 297	195 040
025	Défense nca	28 250	20 375	13 750	7 500
03	Ordre et sécurité publics	15 832 769	3 356 476	2 006 413	793 251
031	Services de police	13 355 439	2 444 433	1 305 073	630 540
032	Services de protection civile	946 705	557 987	472 339	39 738
033	Tribunaux	182 375	120 566	102 367	89 598
034	Administration pénitentiaire	1 338 250	229 615	123 509	33 250
036	Ordre et sécurité publics nca	10 000	3 875	3 125	125
04	Affaires économiques	30 560 239	1 988 118	1 556 622	382 280
041	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	19 750	10 424	-	-
042	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	21 414 850	47 825	46 051	20 826
043	Combustibles et énergie	3 147 139	11 798	4 872	-
044	Industries extractives et manufacturières, construction	169 650	119 996	78 750	52 500
045	Transports	5 338 000	1 387 750	1 026 361	68 283
046	Communications	4 500	1 999	1 999	-

047	Autres branches d'activité	4 900	2 646	750	670
048	R-D concernant les affaires économiques	461 450	405 679	397 839	240 000
05	Protection de l'environnement	81 688	42 078	31 768	16 810
054	Préservation de la diversité biologique et protection de la	51 163	30 923	25 537	13 750
055	R-D dans le domaine de la protection de l'environnement	30 525	11 156	6 231	3 060
06	Logements et équipements collectifs	716 968	337 502	196 702	86 472
061	Logements	206 046	97 312	67 144	56 520
062	Équipements collectifs	396 375	233 830	125 000	27 803
063	Alimentation en eau	109 797	4 985	3 433	2 150
064	Éclairage public	4 250	1 125	1 125	-
065	R-D dans le domaine du logement et des équipements collectif	500	250	-	-
07	Santé	11 670 057	2 143 950	1 107 643	223 503
071	Produits, appareils et matériels médicaux	55 000	36 996	35 371	21 004
072	Services ambulatoires	4 523 750	25 496	10 249	3 151
073	Services hospitaliers	1 532 450	897 243	602 915	85 007
074	Services de santé publique	708 157	220 864	118 939	26 702
075	R-D dans le domaine de la santé	4 160 700	439 608	315 177	66 636
076	Santé nca	690 000	523 743	24 993	21 003
08	Loisirs, culture et culte	2 315 551	1 087 641	607 748	113 630
081	Services récréatifs et sportifs	696 500	645 747	417 019	38 750
082	Services culturels	31 000	16 627	3 212	735
083	Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	338 695	137 849	40 982	22 679
084	Culte et autres services communautaires	1 000	1 000	-	-
085	R-D dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	3 000	3 000	1 500	-
086	Loisirs, culture et culte nca	1 245 356	283 417	145 035	51 466
09	Enseignement	30 222 858	7 886 318	5 700 314	3 881 569
091	Enseignement préélémentaire et primaire	5 276 600	1 190 451	1 164 820	1 100 000
092	Enseignement secondaire	33 500	18 747	10 499	3 781
094	Enseignement supérieur	4 249 256	3 097 801	2 664 701	1 055 855
095	Enseignement non défini par niveau	14 858 852	1 355 597	73 420	28 547
096	Services annexes à l'enseignement	33 000	4 998	2 999	-
097	R-D dans le domaine de l'enseignement	5 731 150	2 198 977	1 776 126	1 691 886
098	Enseignement nca	40 500	19 749	7 750	1 500
10	Protection sociale	3 735 810	128 923	88 514	40 152
104	Famille et enfants	162 750	92 861	60 046	19 075
108	R-D dans le domaine de la protection sociale	30 000	15 000	15 000	15 000
109	Protection sociale nca	3 543 060	21 061	13 469	6 077
Total général		384 383 284	93 977 099	64 486 756	37 194 632

Source : DGB

IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 121,84 milliards de francs CFA et leur exécution à fin septembre 2025 se chiffre à 47,84 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 39,27%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

a) Personnel

A fin septembre 2025, l'exécution des dépenses sociales liée aux charges du personnel s'élèvent à hauteur de 20,22 milliards de francs CFA sur une prévision de 29,10 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 69,48%.

b) Biens et Services

Pour une prévision globale 11,49 milliards de francs CFA, les dépenses ordonnancées des biens et services des secteurs sociaux au 30 septembre 2025 se chiffrent à 4,72 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 41,09%.

c) Transferts

A fin septembre 2025, sur une prévision annuelle de 8,43 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts base ordonnancement a atteint le montant de 4,40 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 52,17%.

d) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement des secteurs sociaux au 30 septembre 2025 s'élève à 18,50 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 72,82 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 25,41%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales au 30 septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Dotation Collectif 2025	Réalisations au 1er Semestre 2025	Réalisations au 3e Trimestre 2025	Réalisations à fin septembre 2025	Taux d'exécution
Education	40 349 624	14 933 310	5 197 538	20 130 847	49,89%
Titre II : Personnel	21 287 368	10 622 965	3 992 223	14 615 188	68,66%
Titre III : Biens et Services	3 721 256	1 604 220	333 519	1 937 739	52,07%
Titre IV : Transferts	3 191 000	1 208 723	857 287	2 066 010	64,74%
Titre V : Investissements	12 150 000	1 497 402	14 509	1 511 911	12,44%
Sur ressources propres	350 000		14 509	14 509	4,15%
Sur ressources extérieures	11 800 000	1 497 402		1 497 402	12,69%
Santé	30 698 120	5 484 720	2 542 174	8 026 894	26,15%
Titre II : Personnel	5 271 608	2 476 328	900 160	3 376 488	64,05%
Titre III : Biens et Services	6 472 512	1 241 825	1 151 514	2 393 339	36,98%
Titre IV : Transferts	2 754 000	159 000	490 500	649 500	23,58%
Titre V : Investissements	16 200 000	1 607 567	-	1 607 567	9,92%
Sur ressources propres				-	
Sur ressources extérieures	16 200 000	1 607 567		1 607 567	9,92%
Action Humanitaire	1 982 001	627 615	414 449	1 042 064	52,58%
Titre II : Personnel	289 388	178 119	146 739	324 858	112,26%
Titre III : Biens et Services	122 863	9 734	27 978	37 712	30,69%
Titre IV : Transferts	555 750	253 870	51 875	305 745	55,01%
Titre V : Investissements	1 014 000	185 892	187 857	373 749	36,86%
Sur ressources propres	14 000		9 998	9 998	71,41%
Sur ressources extérieures	1 000 000	185 892	177 859	363 751	36,38%
Promotion du Genre	5 025 813	489 884	282 072	771 956	15,36%
Titre II : Personnel	382 053	206 955	152 393	359 348	94,06%
Titre III : Biens et Services	151 550	23 095	15 478	38 573	25,45%
Titre IV : Transferts	405 000	81 267	81 577	162 844	40,21%
Titre V : Investissements	4 087 210	178 567	32 624	211 191	5,17%
Sur ressources propres	87 210		29 956	29 956	34,35%
Sur ressources extérieures	4 000 000	178 567	2 668	181 235	4,53%
Développement Rural	29 463 002	3 083 792	7 160 037	10 243 829	34,77%
Titre II : Personnel	785 476	435 978	266 159	702 138	89,39%
Titre III : Biens et Services	317 961	12 754	2 739	15 493	4,87%
Titre IV : Transferts	1 135 915	835 998	109 125	945 122	83,20%
Titre V : Investissements	27 223 650	1 799 062	6 782 014	8 581 076	31,52%
Sur ressources propres	398 650	320 544	7 748	328 292	82,35%
Sur ressources extérieures	26 825 000	1 478 518	6 774 266	8 252 784	30,77%
Elevage et Santé Animale	1 117 453	346 906	209 799	556 706	49,82%

Titre II : Personnel	460 778	243 677	155 115	398 792	86,55%
Titre III : Biens et Services	124 175	17 397	38 435	55 832	44,96%
Titre IV : Transferts	127 500	59 840	16 250	76 090	59,68%
Titre V : Investissements	405 000	25 992	-	25 992	6,42%
<i>Sur ressources propres</i>	30 000	25 992		25 992	86,64%
<i>Sur ressources extérieures</i>	375 000			-	0,00%
Energie	12 749 025	1 417 682	5 344 863	6 762 545	53,04%
Titre II : Personnel	293 825	135 380	66 305	201 685	68,64%
Titre III : Biens et Services	538 300	126 643	115 183	241 826	44,92%
Titre IV : Transferts	184 400	91 299	33 600	124 899	67,73%
Titre V : Investissements	11 732 500	1 064 360	5 129 775	6 194 135	52,79%
<i>Sur ressources propres</i>	532 500			-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 200 000	1 064 360	5 129 775	6 194 135	55,30%
PME-PMI	459 281	227 466	83 221	310 687	67,65%
Titre II : Personnel	331 971	160 386	82 215	242 601	73,08%
Titre III : Biens et Services	42 850	-	1 006	1 006	2,35%
Titre IV : Transferts	74 460	67 080		67 080	90,09%
Titre V : Investissements	10 000	-	-	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	10 000			-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Total Personnel	29 102 467	14 459 788	5 761 309	20 221 096	69,48%
Total Biens et Services	11 491 467	3 035 667	1 685 853	4 721 520	41,09%
Total Transferts	8 428 025	2 757 076	1 640 214	4 397 290	52,17%
Total Investissements	72 822 360	6 358 842	12 146 779	18 505 621	25,41%
<i>Sur ressources propres</i>	1 422 360	346 536	62 211	408 747	28,74%
<i>Sur ressources extérieures</i>	71 400 000	6 012 306	12 084 568	18 096 875	25,35%
TOTAL GENERAL	121 844 319	26 611 373	21 234 154	47 845 527	39,27%

Sources : LFR 2025, DGB et DGPE (MEPCI)

V) Analyse des principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire.

V.1. Solde global et solde primaire

Au 30 septembre 2025, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 209,32 milliards de francs CFA et 215,97 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global déficitaire d'un montant de 6,64 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 139,62 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires ordonnancées, elles se chiffrent à hauteur de 162,28 milliards de francs CFA, dégagant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 22,66 milliards de CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 30 septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 3e trimestre 2025	Réalisation à fin septembre 2025	Taux de réalisation
RESSOURCES	367 200 000	128 787 449	80 536 915	209 324 365	57,01%
Ressources propres	186 000 000	93 318 000	46 302 000	139 620 000	75,06%
Douanes	70 315 940	31 958 000	17 524 000	49 482 000	70,37%
Impôts	70 342 588	34 673 000	18 804 000	53 477 000	76,02%
Trésor	45 341 472	26 687 000	9 974 000	36 661 000	80,86%
Ressources extérieures	181 200 000	35 469 449	34 234 915	69 704 365	38,47%
Appuis budgétaires	44 800 000	12 021 000	4 000 000	16 021 000	35,76%
Appuis projets	136 400 000	23 448 449	30 234 915	53 683 365	39,36%
<i>Dons projets</i>	128 900 000	23 448 449	27 432 638	50 881 087	39,47%
<i>Emprunts projets</i>	7 500 000	-	2 802 277	2 802 277	37,36%
CHARGES	384 383 284	128 114 940	87 852 810	215 967 750	56,19%
Dépenses primaires	225 966 454	104 666 491	57 617 895	162 284 386	71,82%
Personnel	109 256 500	58 363 101	26 795 471	85 158 572	77,94%
Biens et Services	46 041 255	17 288 399	8 689 028	25 977 427	56,42%
Transferts et subventions	61 875 387	25 672 404	18 705 289	44 377 693	71,72%
Investissement sur ressources propres	8 793 312	3 342 587	3 428 107	6 770 694	77,00%
Charges Financières	22 016 830			-	0,00%
Financements extérieurs	136 400 000	23 448 449	30 234 915	53 683 365	39,36%
Solde budgétaire global	- 17 183 284	672 509	- 7 315 895	- 6 643 386	
Solde primaire	- 39 966 454	- 11 348 491	- 11 315 895	- 22 664 386	

Sources : LFR 2025, PLT, DGB et DGPB (MEPCI)

V.2. Solde de trésorerie

A fin septembre 2025, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 165,80 milliards de francs CFA et 131,08 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde de trésorerie excédentaire d'un montant de 34,72 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie à fin septembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévisions Collectif 2025	Réalisations au 1er semestre 2025	Réalisations au 3e trimestre 2025	Réalisations à fin septembre 2025	Taux
Ressources de trésorerie	80 000 000	89 892 000	75 904 000	165 796 000	207,25%
Titres publics	80 000 000	59 692 000	36 481 000	96 173 000	120,22%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		30 200 000	39 423 000	69 623 000	
Charges de trésorerie	62 816 716	84 872 000	46 208 000	131 080 000	208,67%

Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260	12 775 000	1 627 000	14 402 000	162,36%
Remboursements dette intérieure	3 657 160	5 061 000	6 278 000	11 339 000	310,05%
Remboursements Titres publics	37 438 500	28 750 000	316 000	29 066 000	77,64%
AFRILAND	337 520	492 000	246 000	738 000	218,65%
Remboursement des arriérés	8 751 756	-	-	-	-
Crédits consolidés BEAC	3 761 520	937 000	937 000	1 874 000	49,82%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		36 857 000	36 804 000	73 661 000	
Solde de Trésorerie	17 183 284	5 020 000	29 696 000	34 716 000	

Sources : LFR 2025 et PLT

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

L'exécution du budget a été influencée par une faible mobilisation des ressources extérieures entraînant une baisse du niveau d'exécution des dépenses sociales. Au cours de ce semestre certaines difficultés ont été constatées, notamment :

- Une faible mobilisation des ressources extérieures ;
- Une sous-exécution des dépenses sociales prioritaires ;
- Des difficultés à collecter les données relatives à l'exécution des dépenses financées sur ressources extérieures dues à un manque de synergies entre les Unités de Gestion de Projets (UGP) et la chaîne d'exécution budgétaire ;
- Les charges financières non régularisées impactant le niveau réel d'exécution budgétaire.

Afin de continuer la mise en œuvre des réformes entreprises et de palier à ces difficultés il est nécessaire de :

- Mettre en place un suivi trimestriel spécifique des projets financés sur ressources extérieures incluant les UGP ;
- Encourager les ministères sectoriels à transmettre plus rapidement les pièces justificatives, notamment dans les secteurs sociaux ;
- Renforcer le pilotage de la dépense sociale en créant un comité de suivi des dépenses sociales prioritaires, avec indicateurs de performance ;
- Etendre progressivement la déconcentration de l'ordonnancement à d'autres ministères.


Amélie Jeannine BEHOROU
 Directrice Générale du Budget

Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel au 30 septembre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses du personnel		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2 520 385	2 516 785	2 155 529
02	ASSEMBLEE NATIONALE	161 419	161 419	143 254
03	PRIMATURE	760 772	760 568	680 277
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	212 973	212 973	139 076
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	93 837	93 837	87 053
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	104 668	104 668	92 053
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	77 609	77 609	69 292
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	194 228	194 228	159 778
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	645	645	574
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	286 918	286 918	252 624
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	2 926 503	2 905 186	2 453 993
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 026 936	1 026 352	907 788
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 789 448	2 749 359	2 386 000
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	36 447 305	36 388 410	35 942 917
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	186 440	186 440	170 494
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	8 516 812	8 486 812	7 615 280
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	3 310 673	3 304 643	3 489 646
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	474 624	474 155	478 645
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	442 078	442 078	399 679
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	297 469	297 469	267 026
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	11 080 978	11 079 122	10 901 107
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 547 149	3 536 066	3 272 205
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	361 078	360 840	325 314
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	399 357	399 357	358 545
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	3 392 067	3 376 487	2 735 418
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	324 858	324 858	290 354
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	359 348	359 348	321 773
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	260 357	260 357	234 130
81	MINISTERE DE L'URBANISME	336 359	336 359	300 908
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	377 398	377 342	674 492
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	278 170	278 170	247 880
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	201 684	201 684	181 135
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	275 119	275 119	355 438
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	498 316	498 316	395 224
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	243 724	242 601	218 202
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	702 369	702 137	618 984
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	398 792	398 795	356 025
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	664 038	664 038	604 700
95	MINISTERE DU TOURISME	565 919	564 370	500 812
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	252 652	252 652	225 440
TOTAL GENERAL		85 351 474	85 158 572	81 009 064

66

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services au 30 septembre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses des biens et services		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	3 960 181	3 724 108	3 171 571
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	4 522 807	4 341 359	3 753 367
02	ASSEMBLEE NATIONALE	26 848	17 240	7 355
03	PRIMATURE	1 509 232	1 487 505	1 248 118
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	21 952	6 275	2 840
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL			
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	15 910	5 541	4 000
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	4 996		
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	12 621	11 746	3 700
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	7 215	7 215	
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS			
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	167 251	143 281	17 528
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	318 481	259 420	279 621
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	79 481	62 453	18 912
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	695 491	509 795	450 616
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	5 103 691	4 669 017	3 443 921
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR	53 378	35 562	9 859
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	2 467 798	2 210 729	3 410 190
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 016 815	1 925 883	1 275 389
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	131 950	67 296	10 623
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	46 458	29 090	13 201
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	41 244	35 994	8 125
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	2 052 029	1 838 030	1 476 930
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	503 176	329 708	336 038
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	126 181	109 445	31 083
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	659 417	402 688	373 925
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	3 253 556	2 893 339	2 551 588
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	57 047	37 712	8 318
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	71 848	38 573	32 316
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	38 341	12 047	6 813
81	MINISTERE DE L'URBANISME	128 334	79 995	66 859
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	18 205	13 468	8 376
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	14 557	4 946	1 680
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	316 440	281 827	176 760
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	170 625	133 518	77 221
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	20 738	4 803	309
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	16 681	1 056	1 000
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	70 384	15 493	4 788
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	62 455	55 832	24 679
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	31 442	19 789	1 790
95	MINISTERE DU TOURISME	89 446	50 427	27 807
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	131 577	105 222	3 000
TOTAL GENERAL		29 036 279	25 977 427	22 340 216

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts au 30 septembre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses de transferts		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	13 800 140	11 870 665	11 599 687
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	99 950	91 200	78 250
02	ASSEMBLEE NATIONALE	7 575 000	7 575 000	7 074 793
03	PRIMATURE	630 979	599 948	638 133
04	COUR CONSTITUTIONNELLE			
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	600 000	600 000	454 503
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	56 250	18 750	51 250
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	84 394	56 263	75 262
08	HAUTE COUR DE JUSTICE			
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	154 800	103 200	154 800
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	6 078 440	6 078 440	5 828 440
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	67 500	67 500	57 335
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	2 250	2 250	
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	125 625	125 625	120 600
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	832 500	832 500	832 500
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	275 719	275 719	197 367
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	147 852	144 702	144 702
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	173 750	153 125	107 500
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	252 875	160 625	130 750
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 976 155	1 737 597	1 198 711
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	653 750	500 000	360 597
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	104 375	97 500	97 600
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	9 125	9 125	
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	528 000	528 000	528 000
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 556 089	2 338 010	1 353 760
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	430 500	430 500	268 000
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	69 500	69 500	62 000
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	2 153 250	1 949 500	209 000
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	308 245	305 745	254 279
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	172 594	162 844	157 844
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	1 605 472	1 480 472	778 326
81	MINISTERE DE L'URBANISME	275 513	96 316	91 162
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	31 750	28 477	17 062
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	146 250	146 250	117 147
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	124 899	124 899	112 898
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	3 266 540	2 941 574	1 528 645
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	116 250	115 000	115 000
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	67 080	67 080	55 900
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	1 274 990	1 145 122	846 750
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	99 090	76 090	73 944
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	652 255	656 755	547 429
95	MINISTERE DU TOURISME	138 488	125 825	84 060
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	490 000	490 000	465 000
TOTAL GENERAL		48 208 184	44 377 693	36 868 986

5/5

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements au 30 septembre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	40 198	23 200	19 495
02	ASSEMBLEE NATIONALE	886	886	744
03	PRIMATURE	614 899	569 189	71 554
04	COUR CONSTITUTIONNELLE			
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL			
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	6 039		
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION			
08	HAUTE COUR DE JUSTICE			
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV			
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS			
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	73 264	50 294	29 400
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	72 476	61 477	46 609
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	39 991	19 992	16 800
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES			
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	2 670 871	2 429 422	952 919
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	7 500		
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	35 746	10 334	3 046
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 375 364	2 172 062	1 329 919
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	8 060		
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	1 999		
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	6 499	6 499	
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	104 501	84 509	
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	284 843	256 896	97 428
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	46 240	38 495	7 000
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION			
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	9 998	9 998	
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	74 035	49 956	12 593
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	463 328	342 962	245 824
81	MINISTERE DE L'URBANISME	210 833	151 989	123 213
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	23 938		
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	4 600	4 600	4 600
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE			
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	4 998		
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE			
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	4 998		
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	340 289	328 292	129 709
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	25 992	25 992	21 842
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE			
95	MINISTERE DU TOURISME	87 710	65 685	20 030
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	84 454	67 965	23 903
TOTAL GENERAL		7 724 549	6 770 694	3 156 628

sm

Exécution Budgétaire à fin septembre 2025
TABLEAU A DOUBLE ENTREE

Intention / N°inté	Précisions budgétaires	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			COMUL		
		Engagé	Ondamencé	Payé	Engagé	Ondamencé	Payé	Engagé	Ondamencé	Payé	Engagé	Ondamencé	Payé	Engagé	Ondamencé	Payé
DEPENSES NON RETARTEES PAR CHAPITRES	47 964 830	2 520 385	2 516 785	2 155 529	3 960 181	3 724 108	3 171 571	13 800 140	11 870 665	11 590 687	17 760 521	15 594 773	14 771 258			
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	9 130 756			4 522 807	4 341 359	3 753 567	97 950	97 950	91 200	78 259	17 183 540	6 072 544	6 060 641			
ASSEMBLÉE NATIONALE	10 547 161	161 419	161 419	143 254	26 848	17 240	7 555	7 575 000	7 575 000	7 077 703	7 764 153	7 754 545	7 226 146			
PRIMAIRE	44 041 036	760 772	760 568	680 277	1 509 232	1 487 505	1 248 118	630 979	599 948	638 133	3 515 882	3 417 210	2 538 082			
COUR CONSTITUTIONNELLE	566 143	212 973	212 973	139 076	21 952	6 275	2 840	-	-	-	234 925	219 248	141 916			
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	729 711	93 837	93 837	87 033	-	-	-	600 000	600 000	451 503	609 837	609 837	541 556			
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	273 570	104 668	104 668	92 053	15 910	5 541	4 000	56 250	18 750	51 250	182 867	128 959	147 303			
HAUTE COUR DE JUSTICE	238 475	77 609	77 609	69 292	4 996	-	-	84 394	56 263	75 262	166 999	133 872	144 554			
HAUTE COUR DE JUSTICE	22 869	-	-	12 621	11 746	3 700	-	-	-	-	12 621	11 746	3 700			
HAUTE AUTORITÉ CHARGÉE DE LA BONNE GOUVERNANCE	478 700	194 228	194 228	139 778	7 215	7 215	-	154 800	103 200	154 800	356 243	304 643	314 578			
AUTORITÉ NATIONALE DES ÉLECTIONS	6 278 440	645	645	574	-	-	-	6 078 440	6 078 440	5 823 440	6 079 085	6 079 085	5 829 014			
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	90 000	-	-	-	-	-	-	67 500	67 500	57 335	67 500	67 500	57 335			
MINISTÈRE CHARGÉ DU SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	1 081 186	286 918	286 918	258 624	167 251	143 281	17 528	2 250	2 250	-	73 564	50 294	29 400			
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	7 242 376	2 926 503	2 905 186	2 453 993	318 481	259 420	279 621	125 625	125 625	120 600	3 143 085	3 351 708	2 909 823			
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	6 088 025	1 026 936	1 026 532	907 788	79 481	62 453	18 912	833 500	833 500	833 500	1 978 008	1 941 297	1 776 000			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	5 035 021	2 789 448	2 749 359	2 386 000	695 491	509 795	480 616	275 719	275 719	197 367	3 760 658	3 534 875	3 033 983			
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	49 498 661	36 447 305	36 388 410	35 949 917	5 103 691	4 660 017	3 443 921	147 852	144 702	144 702	44 509 719	43 631 351	40 484 459			
MINISTÈRE CHARGÉ DU DDOR	64 013	186 440	186 440	170 494	53 778	35 562	9 859	173 750	133 125	107 500	421 068	375 127	287 853			
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	15 626 019	8 516 812	8 486 812	7 615 230	2 467 798	2 210 729	3 400 190	252 875	160 625	130 750	11 273 231	10 868 500	11 159 266			
MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET	20 800 732	3 310 673	3 304 643	3 489 646	2 016 615	1 925 883	1 275 389	1 976 155	1 757 597	1 198 711	9 079 007	9 140 185	7 933 665			
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION	21 726 169	474 624	474 155	476 645	131 950	67 206	10 623	653 750	500 000	360 597	1 866 384	1 041 451	849 865			
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE	837 515	442 078	442 078	399 679	46 358	29 090	13 301	104 375	97 500	97 600	594 910	568 668	501 480			
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	429 895	297 469	297 469	267 026	41 244	35 994	8 125	9 125	9 125	-	354 337	349 087	275 151			
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	30 622 752	11 080 978	11 079 122	10 301 107	2 052 029	1 838 030	1 476 570	528 000	528 000	528 000	13 661 007	13 443 152	12 906 037			
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	3 547 149	3 536 066	3 536 066	3 272 205	503 176	329 708	336 038	2 356 089	2 338 010	1 353 760	6 710 915	6 288 295	4 952 005			
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS	1 997 557	361 078	360 840	325 314	126 181	109 445	31 083	430 500	430 500	264 000	1 202 602	1 157 681	721 823			
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 600 798	399 357	399 357	358 545	659 417	402 688	373 925	69 500	69 500	62 000	1 174 514	910 040	801 470			
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA POPULATION	30 088 120	3 392 067	3 376 487	2 735 418	3 253 556	2 893 339	2 551 588	2 153 250	1 949 500	209 000	8 798 873	8 219 326	5 096 006			
MINISTÈRE DE L'ACTION HUMANITAIRE	1 982 001	324 858	324 858	290 354	57 047	37 712	8 318	308 245	305 745	254 279	700 148	678 313	552 951			
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION	5 025 813	359 348	359 348	321 773	71 848	38 573	32 316	172 504	162 844	157 844	6 777 825	2 095 838	1 565 093			
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	26 669 698	260 357	260 357	234 130	38 341	12 047	6 813	1 605 472	1 480 472	778 536	2 567 498	2 095 838	1 565 093			
MINISTÈRE DE L'URBANISME	2 475 546	336 359	336 359	300 908	128 314	79 995	66 859	275 513	96 316	91 162	951 039	664 659	582 142			
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	570 110	377 398	377 342	674 402	18 205	13 468	8 376	31 750	28 477	17 062	481 291	419 287	699 930			
MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE	707 618	278 170	278 170	181 135	316 440	281 827	176 760	124 899	124 899	112 898	443 023	608 410	470 793			
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	12 499 025	201 684	201 684	181 135	316 440	281 827	176 760	124 899	124 899	112 898	3 172 282	3 350 211	1 961 304			
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DES POSTES	4 250 340	275 119	275 119	356 438	170 675	133 518	77 221	3 666 540	2 941 574	1 528 645	635 304	618 119	510 333			
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	802 205	498 316	498 316	395 224	207 738	4 803	309	116 250	115 000	115 000	635 304	618 119	510 333			
MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	458 981	243 724	242 601	218 302	16 681	1 056	1 000	67 080	67 080	55 990	332 483	310 757	275 102			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL	29 436 002	702 369	702 369	616 984	70 384	15 493	4 788	1 127 490	1 145 122	846 750	2 388 032	2 191 044	1 000 231			
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE ET DE LA SANTÉ ANIMALE	1 177 453	398 792	398 792	356 025	62 452	55 832	2 479	99 090	76 090	74 994	586 329	556 760	476 490			
MINISTÈRE DES EAUX, FORÊTS, CHASSE ET PÊCHE	8 793 246	664 038	664 038	604 700	31 435	19 789	1 390	652 255	656 755	547 429	871 710	866 307	652 709			
MINISTÈRE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 057 810	565 919	564 170	500 812	89 446	50 427	27 807	138 488	125 825	84 000	881 563	806 307	652 709			
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	3 514 218	232 652	232 652	223 440	131 577	105 222	3 000	490 000	490 000	465 000	958 683	915 839	693 440			
TOTAL GÉNÉRAL	384 833 294	85 351 474	85 158 572	81 009 064	29 036 279	25 977 427	22 340 216	48 208 184	44 377 693	36 869 966	7 722 549	6 770 694	3 132 725	170 520 486	162 284 386	143 509 991

512